

CEBP

07/07/09

Société anonyme au capital de 37 000 euros
Siège social : 5, rue Masseran - 75007 Paris
RCS Paris 493 455 042

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

EN DATE DU 2 JUILLET 2009

(...)

PREMIERE RESOLUTION

(Désignation de commissaires aux comptes)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises par les assemblées ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration, et après en avoir délibéré,

décide de nommer :

Commissaire aux comptes titulaire : KPMG Audit - 1, cours Valmy - 92923 Paris La Défense cedex,
représenté par Mme Marie-Christine Jolys et M. Fabrice Odent.

Ces nominations sont faites pour une durée de six (6) exercices sociaux qui expirera à l'issue de l'assemblée générale ordinaire annuelle des actionnaires qui sera appelée à statuer sur les comptes de l'exercice social clos le 31 décembre 2014.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Greffier du Tribunal de
Commerce de Paris

I R.

2009

DEUXIEME RESOLUTION

(Désignation de commissaires aux comptes)

N DE PROCT

65474

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises par les assemblées ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration, et après en avoir délibéré,

décide de nommer :

Commissaire aux comptes titulaire : PricewaterhouseCoopers Audit - 63, rue de Villiers - 92208 Neuilly-sur-Seine cedex, représenté par Mme Anik Chaumartin et Mme Agnès Husherr.

Ces nominations sont faites pour une durée de six (6) exercices sociaux qui expirera à l'issue de l'assemblée générale ordinaire annuelle des actionnaires qui sera appelée à statuer sur les comptes de l'exercice social clos le 31 décembre 2014.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

FR

TROISIEME RESOLUTION
(Désignation de commissaires aux comptes)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises par les assemblées ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration, et après en avoir délibéré,

décide de nommer :

Commissaire aux comptes suppléant : Isabelle Goalec, née le 7 octobre 1959 à Angoulême, demeurant 1 cours Valmy à Paris La Défense.

Ces nominations sont faites pour une durée de six (6) exercices sociaux qui expirera à l'issue de l'assemblée générale ordinaire annuelle des actionnaires qui sera appelée à statuer sur les comptes de l'exercice social clos le 31 décembre 2014.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Il est précisé que Monsieur Etienne Boris sera nommé, lors de la prochaine assemblée générale, en qualité de commissaire aux comptes suppléant après modification de l'article 17 alinéa 2 des statuts de la Société de façon à permettre la nomination de trois commissaires aux comptes suppléants.

Tout pouvoir est conféré au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait des présentes à l'effet d'accomplir toutes formalités de dépôt et de publicité légale.

Extrait certifié conforme
Paris, le 16 juillet 2009

François PEROL,
Président



A handwritten signature in black ink, appearing to read 'F. PEROL', with a horizontal line underneath it.

CEBP
Société anonyme à Conseil d'administration
au capital de 37.000 euros
Siège social : 5 rue Masseran - 750007 PARIS
493 455 042 RCS PARIS

Extrait du Procès-verbal de l'Assemblée Générale Mixte

En date du 9 juillet 2009

DE LA COMPETENCE DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

PREMIERE RESOLUTION

(Augmentation de capital par incorporation de réserves d'un montant total de 20 euros par émission de 20 actions de 1 euro de valeur nominale)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration, décide d'augmenter le capital social de la Société pour le porter de 37.000 euros à 37.020 euros par incorporation d'une somme de 20 euros prélevée à due concurrence sur le poste des réserves réglementées.

En conséquence, l'assemblée générale décide, à effet immédiat, de créer 20 actions de 1 euro de valeur nominale, entièrement libérées, portant jouissance courante. Ces actions seront attribuées aux actionnaires à raison de 1 action pour 1.850 actions détenues au jour de la présente assemblée.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION

(Modification de l'article 6 des statuts relatif au capital social)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration, suite à l'augmentation de capital par incorporation de réserves visée à la première résolution décide de modifier avec effet immédiat l'article 6 des statuts qui est modifié comme suit :

« Article 6 - Capital Social

1°- Le capital social est fixé à trente-sept mille vingt euros divisé en 37.020 actions de un (1) euro chacune, de même catégorie, toutes en numéraires et entièrement libérées. »

Le reste de l'article 6 des statuts demeure inchangé.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Entreposé à : S.I.E. PARIS 7EME GROS CAILLON - VARENNE
Le 24/07/2009 Bordereau n°2009/744 Case n°2
Etablissement : 375 € Pénalités :
Total liquidé : trois cent soixante-quinze euros
Montant reçu : trois cent soixante-quinze euros
L'Agent

Bt 2398
Sophie GUGENARD
Agent des Impôts

DE LA COMPETENCE DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

TROISIEME RESOLUTION

(Regroupement des 37.020 actions ordinaires de la Société de 1 euro de valeur nominale en 2.468 actions ordinaires de 15 euros de valeur nominale)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes, et sous condition suspensive de l'approbation de les première et deuxième résolutions,

1. prend acte de ce que la Caisse Nationale des Caisse d'Epargne et de Prévoyance, société anonyme au capital de 8.286.585.580,25 euros, dont le siège social est 5, rue Masseran – 75007 Paris, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 383 680 220 (la « CNCE ») et la Banque Fédérale des Banques Populaires, société anonyme au capital de 1.597.857.255 euros, dont le siège social est situé 5, rue Leblanc – 75015 Paris, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 552 028 839 (la « BFBP »), détiennent chacune à ce jour 18.510 actions de la Société ;

2. décide, conformément aux articles L. 228-29-1 et suivants du Code de commerce, de regrouper avec effet immédiat l'ensemble des actions de la Société, soit 37.020 actions de 1 euro de valeur nominale chacune, en 2.468 actions de 15 euros de valeur nominale chacune par voie d'échange à raison de 15 actions anciennes contre 1 action nouvelle ;

3. prenant acte, d'une part, que la CNCE et la BFBP, qui détiennent ensemble l'intégralité des actions de la Société, se sont engagées à apporter leurs actions respectives au regroupement, et d'autre part, que ce regroupement ne donnera pas lieu à la formation de rompus, note qu'il n'est dès lors pas nécessaire de procéder à la publication d'un avis de regroupement par la Société au Bulletin des Annonces Légales Obligatoires ni de fixer, sur proposition du Conseil d'administration, le prix d'acquisition des actions formant rompus ;

4. donne en conséquence tous pouvoirs au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation à son président, à l'effet de modifier l'article 6 « Capital social » des statuts, une fois constaté le regroupement de l'ensemble des 37.020 actions de la Société de 1 euro de valeur nominale en 2.468 actions de 15 euros de valeur nominale ;

5. donne en conséquence tous pouvoirs au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation à son président, pour mettre en œuvre la présente décision, procéder à toutes formalités requises et, plus généralement, faire tout ce qui sera utile en vue de procéder au regroupement des actions dans les conditions susvisées.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

QUATRIEME RESOLUTION

(Changement de dénomination sociale)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration, décide de modifier la dénomination sociale de la société en « BPCE ». 

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

CINQUIEME RESOLUTION

(Modification de l'article 2 des statuts relatif à la dénomination sociale)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration, suite au changement de dénomination sociale prévu à la quatrième résolution, décide de modifier avec effet immédiat le premier alinéa de l'article 2 des statuts qui est modifié comme suit :

« Article 2 - Dénomination

La dénomination sociale est : BPCE. »

Le reste de l'article 2 des statuts demeure inchangé.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

SIXIEME RESOLUTION

(Modification de l'article 17 des statuts relatif aux commissaires aux comptes)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration, décide de modifier avec effet immédiat le deuxième alinéa de l'article 17 des statuts qui est modifié comme suit :

« Article 17 - Commissaires aux comptes

[...]

Plusieurs commissaires aux comptes suppléants sont nommés pour remplacer les commissaires aux comptes en cas de refus, d'empêchement, de démission ou de décès. »

Le reste de l'article 17 des statuts demeure inchangé.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

DE LA COMPETENCE DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

SEPTIEME RESOLUTION

(Désignation d'un commissaire aux comptes suppléant)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration, sous condition suspensive de l'approbation de la modification de l'article 17 des statuts prévue à la sixième résolution, décide de nommer :

Commissaire aux comptes suppléant : Etienne BORIS

Cette désignation est faite pour une durée de six (6) exercices sociaux qui expirera à l'issue de l'assemblée générale ordinaire annuelle des actionnaires qui sera appelée à statuer sur les comptes de l'exercice social clos le 31 décembre 2014.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

DE LA COMPETENCE DE L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE

HUITIEME RESOLUTION

(Pouvoirs pour formalités légales)

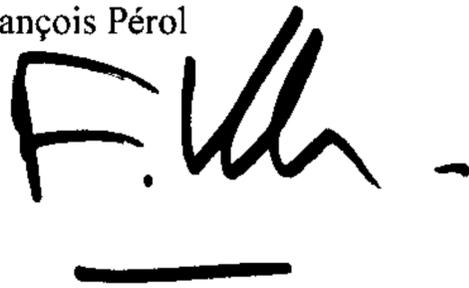
L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises par les assemblées générales ordinaires et extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration, et après en avoir délibéré,

décide de conférer tout pouvoir au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait des présentes à l'effet d'accomplir toutes formalités de dépôt et de publicité légale.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé, le Président remercie l'assemblée et lève la séance à 12 heures.

LE PRESIDENT
François Pérol

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'F. Pérol', with a horizontal line underneath it.

BPCE
Société Anonyme au capital de 37.020 euros
Siège social : 5, rue Masseran – 75007 PARIS
R.C.S. Paris 493 455 042

STATUTS

ARTICLE 1 - FORME

Il est formé entre les propriétaires des actions créées et de celles qui pourront l'être ultérieurement, une société anonyme régie par :

- les lois et règlements en vigueur, notamment le Titre II du Livre II du Code de commerce ; et
- les dispositions des présents statuts.

ARTICLE 2 - DENOMINATION

La dénomination sociale est : BPCE.

Tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers doivent notamment indiquer la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement des mots "société anonyme" ou des initiales "SA", du numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés, ainsi que de l'énonciation du montant du capital social.

ARTICLE 3 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé à : 5, rue Masseran – 75007 PARIS.

Il peut être transféré en tout autre lieu du même département ou d'un département limitrophe par décision du conseil d'administration, sous réserve de ratification de cette décision par la prochaine assemblée générale ordinaire et, partout ailleurs, en vertu d'une délibération de l'assemblée générale extraordinaire. Lors d'un transfert décidé par le conseil d'administration dans le même département ou dans un département limitrophe, celui-ci est autorisé à modifier les statuts en conséquence.

ARTICLE 4 - OBJET

La société a pour objet, en France et à l'étranger :

- La prise, la détention et la gestion de participations directes ou indirectes dans toutes entreprises d'investissement, établissements de crédit, sociétés d'assurance et sociétés financières, immobilières, industrielles ou commerciales ;
- L'acquisition et la gestion de toutes actions, obligations, parts et effets ou autres titres ou instruments financiers ainsi que tous droits mobiliers et immobiliers et la vente ou la réalisation de ces derniers sous quelque forme que ce soit ;

- D'une façon générale, la société peut réaliser toutes opérations mobilières, immobilières, industrielles, commerciales ou financières autorisées par des textes législatifs et réglementaires en vigueur et se rattachant directement ou indirectement à l'objet social ci-dessus défini et susceptible d'en faciliter le développement ou la réalisation.

ARTICLE 5 - DUREE

La Société a une durée de 99 ans à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée ou prorogation prévus aux présents statuts.

ARTICLE 6 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à trente-sept mille vingt euros, divisé en 37.020 actions de un (1) euro chacune, de même catégorie, toutes en numéraires et entièrement libérées.

Il peut être augmenté, réduit, amorti ou divisé en application des décisions des actionnaires dans les conditions légales.

ARTICLE 7 - FORME DES ACTIONS

Les actions sont nominatives.

Elles sont inscrites dans des comptes tenus par la Société. Elles donnent lieu à une inscription en compte dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi et les règlements.

ARTICLE 8 – CESSION ET TRANSMISSION DES ACTIONS

Les actions sont librement cessibles.

La transmission des actions s'opère par virement de compte à compte sur instruction signée du cédant ou de son représentant qualifié.

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

ARTICLE 9 - CONSEIL D'ADMINISTRATION

9.1 La Société est administrée par un conseil d'administration composé de trois (3) membres au moins et de quatorze (14) membres au plus.

9.2 La durée de leurs fonctions est de 6 années, l'année étant la période qui sépare deux assemblées générales ordinaires annuelles consécutives.

Les fonctions d'un administrateur prennent fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire qui statue sur les comptes de l'exercice écoulé, tenue dans l'année au cours de laquelle expire le mandat dudit administrateur.

9.3 Les administrateurs peuvent être des personnes physiques ou des personnes morales. Ces dernières doivent, lors de leur nomination, désigner un représentant permanent qui est soumis aux mêmes conditions et obligations et qui encourt les mêmes responsabilités que s'il était administrateur en son nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il représente.

Le mandat du représentant permanent lui est donné pour la durée de celui de la personne morale qu'il représente.

Si la personne morale révoque le mandat de son représentant permanent, elle est tenue de notifier sans délai à la Société, par lettre recommandée, cette révocation ainsi que l'identité de son nouveau représentant permanent. Il en est de même en cas de décès, démission ou empêchement prolongé du représentant permanent.

- 9.4** En cas de vacance par décès ou par démission d'un ou plusieurs sièges d'administrateur, le conseil d'administration peut, entre deux assemblées générales, procéder à des nominations à titre provisoire. Il doit y procéder en vue de compléter son effectif, dans les trois mois à compter du jour de la vacance, lorsque le nombre des administrateurs est devenu inférieur au minimum statutaire, sans toutefois être inférieur au minimum légal.

Les nominations ainsi effectuées par le conseil sont soumises à ratification de la plus prochaine assemblée générale ordinaire. A défaut de ratification, les délibérations prises et les actes accomplis antérieurement par le conseil n'en demeurent pas moins valables.

Lorsque le nombre des administrateurs est devenu inférieur au minimum légal, les administrateurs restants doivent convoquer immédiatement l'assemblée générale ordinaire en vue de compléter l'effectif du conseil.

Le mandat de l'administrateur coopté prend fin à l'expiration de celui de l'administrateur remplacé.

ARTICLE 10 - ACTIONS DE FONCTION

Chaque administrateur doit être propriétaire d'une action de la Société.

Si, au jour de sa nomination, un administrateur n'est pas propriétaire du nombre d'actions requis ou si, en cours de mandat, il cesse d'en être propriétaire, il est réputé démissionnaire d'office, s'il n'a pas régularisé sa situation dans le délai de trois mois.

ARTICLE 11 – PRESIDENCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le conseil d'administration élit, parmi ses membres personnes physiques, un Président dont il fixe la durée des fonctions sans qu'elle puisse excéder la durée de son mandat d'administrateur.

Le Président est rééligible. Il peut être révoqué par le conseil d'administration.

En cas d'empêchement temporaire ou de décès du Président, le conseil d'administration peut déléguer un administrateur dans les fonctions de Président. En cas d'empêchement, cette délégation est donnée pour une durée limitée et renouvelable. En cas de décès, elle vaut jusqu'à l'élection du nouveau Président.

Nul ne peut être nommé Président du conseil d'administration s'il est âgé de plus de 70 ans. D'autre part, si le Président du Conseil d'administration vient à dépasser cet âge, il est réputé démissionnaire d'office à l'issue de la plus prochaine réunion du conseil d'administration.

Le Président organise et dirige les travaux du conseil d'administration, dont il rend compte à l'assemblée générale.

Il veille au bon fonctionnement des organes sociaux et s'assure, en particulier, que les administrateurs sont en mesure de remplir leur mission.

ARTICLE 12 – DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

12.1 Le conseil d'administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige, sur la convocation de son Président.

Toutefois, lorsqu'il ne s'est pas réuni depuis plus de deux mois, le tiers au moins des membres du conseil d'administration peut demander au Président de convoquer, par tous moyens, sur un ordre du jour déterminé par ces administrateurs.

Les administrateurs sont convoqués aux séances du conseil d'administration par tous moyens, même verbalement. La réunion a lieu soit au siège social, soit dans tout autre endroit indiqué dans la convocation, y compris à l'étranger.

Le Président préside les séances du conseil. Le conseil peut, s'il le juge utile, désigner un vice-président qui préside les séances en l'absence du Président. En cas d'absence ou d'empêchement du Président et à défaut de vice-président, la présidence de la séance est assurée par l'administrateur le plus âgé.

Le conseil peut enfin nommer un secrétaire, lequel peut être choisi en dehors des actionnaires de la Société.

Il est tenu un registre de présence qui est signé par les administrateurs participant à la séance du conseil d'administration et qui mentionne, le cas échéant, la participation des administrateurs par des moyens de visioconférence ou d'autres moyens de télécommunication.

Un administrateur peut donner, même par lettre ou télécopie, mandat à un autre administrateur de le représenter. Chaque administrateur ne peut disposer, au cours d'une même séance, que d'une seule procuration.

12.2 Pour la validité des délibérations, la présence effective de la moitié au moins des administrateurs est nécessaire.

Les décisions sont prises à la majorité des membres présents ou représentés. La voix du président de séance est prépondérante.

12.3 Les délibérations du conseil sont constatées par des procès-verbaux établis conformément aux dispositions légales en vigueur, et signés par le président de séance et par un administrateur ou, en cas d'empêchement du président de séance, par deux administrateurs, sans que l'omission de cette formalité puisse entraîner la nullité des décisions prises.

Les copies ou extraits de procès-verbaux des délibérations sont valablement certifiés par le président du conseil d'administration, le directeur général, les directeurs généraux délégués, l'administrateur délégué temporairement dans les fonctions de président ou un fondé de pouvoir habilité à cet effet.

12.4 Le conseil d'administration, dans les conditions légales et réglementaires, pourra établir un règlement intérieur fixant les modalités et conditions dans lesquelles sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité, les administrateurs qui participent à la réunion du conseil par des moyens de visioconférence ou d'autres moyens de télécommunication permettant l'identification des participants et garantissant leur participation effective, conformément à la réglementation en vigueur. Cette disposition n'est pas applicable pour l'arrêté des comptes annuels, des comptes consolidés et l'établissement du rapport de gestion et du rapport sur la gestion du groupe.

ARTICLE 13 - POUVOIRS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le conseil d'administration détermine les orientations de l'activité de la Société et veille à leur mise en œuvre. Sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux assemblées d'actionnaires et dans la limite

de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la Société et règle les affaires qui la concernent.

Toutefois, les décisions du conseil ne peuvent pas affecter les pouvoirs conférés par la loi au directeur général, particulièrement lorsque celui-ci n'assume pas les fonctions de Président du conseil d'administration.

En outre, le conseil d'administration procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns.

A l'égard des actionnaires, et sans que cette clause puisse être opposée aux tiers, le conseil d'administration veille à ce que la Société ne prenne aucune des décisions visées à l'article 19.2 – II, sans l'accord préalable de l'assemblée générale, ordinaire ou extraordinaire, des actionnaires.

ARTICLE 14 – DIRECTION GENERALE

En fonction du choix du mode de la direction générale exercé par le conseil d'administration, celui-ci nomme le directeur général choisi parmi les administrateurs ou en dehors d'eux, ou investit son Président du statut de directeur général.

La décision du conseil d'administration précise la durée des fonctions du directeur général.

Le directeur général est révocable à tout moment par le conseil d'administration.

Le directeur général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société. Il exerce ces pouvoirs dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux que la loi attribue expressément aux assemblées d'actionnaires, au conseil d'administration et au Président du conseil d'administration. Il représente la Société dans ses rapports avec les tiers.

Sur proposition du directeur général, le conseil peut nommer un à cinq directeurs généraux délégués, personnes physiques, chargés d'assister le directeur général. Les directeurs généraux délégués disposent, à l'égard des tiers, des mêmes pouvoirs que le directeur général.

ARTICLE 15 – REMUNERATION DES ADMINISTRATEURS ET DE LA DIRECTION GENERALE

L'assemblée générale peut allouer aux administrateurs, en rémunération de leur activité, une somme fixe annuelle, à titre de jetons de présence. Le conseil d'administration répartit cette rémunération librement entre ses membres.

La rémunération du Président du conseil d'administration et, éventuellement, celle du ou des directeurs généraux est fixée par le Conseil d'Administration.

Il peut être alloué par le conseil d'administration des rémunérations exceptionnelles pour les missions ou mandats confiés à des administrateurs ; dans ce cas, ces rémunérations portées aux charges d'exploitation sont portées à la connaissance des commissaires aux comptes et soumises à l'approbation de l'assemblée générale ordinaire.

ARTICLE 16 – CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET UN ADMINISTRATEUR, LE DIRECTEUR GENERAL, UN DIRECTEUR GENERAL DELEGUE OU UN ACTIONNAIRE DISPOSANT DE PLUS DE 10 % DES DROITS DE VOTE

Toute convention intervenant directement ou par personne interposée entre la Société et son directeur général, l'un de ses directeurs généraux délégués, l'un de ses administrateurs ou l'un de ses actionnaires disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ou, s'il s'agit d'une société actionnaire, la société la contrôlant au sens de l'article L.233-3 du Code de Commerce, doit être soumise à l'autorisation préalable du conseil d'administration, puis, sur rapport spécial des commissaires aux comptes, à l'approbation de l'assemblée générale ordinaire.

Il en est de même des conventions auxquelles une des personnes visées ci-dessus est indirectement intéressée.

Ces dispositions sont également applicables aux conventions intervenant entre la Société et une autre entreprise, si le directeur général, l'un des directeurs généraux délégués ou l'un des administrateurs de la Société est propriétaire, associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, membre du conseil de surveillance, ou, de façon générale, dirigeant de cette entreprise.

Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales. Cependant, ces conventions sont communiquées par chaque intéressé au Président du conseil d'administration. Celui-ci en communique la liste et l'objet aux membres du conseil d'administration et aux commissaires aux comptes.

ARTICLE 17 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le contrôle des comptes de la Société est exercé par un ou plusieurs commissaires aux comptes qui doivent satisfaire aux conditions de nomination et d'indépendance prévues par la loi.

Plusieurs commissaires aux comptes suppléants sont nommés pour remplacer les commissaires aux comptes en cas de refus, d'empêchement, de démission ou de décès.

Les commissaires aux comptes sont nommés pour six exercices ; leurs fonctions expirent après l'assemblée générale ordinaire qui statue sur les comptes du sixième exercice.

Les commissaires aux comptes sont désignés par l'assemblée générale ordinaire.

Dans le cas où il deviendrait nécessaire de procéder à la désignation d'un ou de plusieurs commissaires aux comptes et où l'assemblée négligerait de le faire, tout actionnaire peut demander au président du tribunal de commerce, statuant en référé, la désignation d'un commissaire aux comptes ; le mandat conféré prend fin lorsqu'il a été pourvu par l'assemblée générale à la nomination du ou des commissaires.

ARTICLE 18 - ASSEMBLEES GENERALES

18.1 Les Assemblées Générales sont convoquées et délibèrent dans les conditions fixées par la loi.

Elles sont réunies au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans la convocation. La convocation est faite conformément à la réglementation en vigueur.

Tout actionnaire peut se faire représenter par son conjoint ou par un autre actionnaire. Tout actionnaire peut voter par correspondance dans les conditions légales et réglementaires.

Les assemblées sont présidées par le Président du conseil d'administration ou, en son absence, par le vice-président de ce conseil. En leur absence ou à défaut par le conseil d'avoir habilité un autre de ses

membres parmi les présents à l'effet de présider l'assemblée, celle-ci élit elle-même son président.

Les fonctions de scrutateurs sont remplies par les deux membres de l'assemblée, présents et acceptant ces fonctions, qui disposent par eux-mêmes ou comme mandataires, du plus grand nombre de voix.

Le bureau désigne le secrétaire qui peut être choisi en dehors des actionnaires.

Il est tenu une feuille de présence dans les conditions prévues par la loi.

Les procès-verbaux sont dressés et les copies ou extraits des délibérations sont délivrés et certifiés conformément à la loi.

ARTICLE 19 - EXERCICE SOCIAL

L'exercice social a une durée de douze mois ; il commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre.

ARTICLE 20 – FIXATION, AFFECTATION ET REPARTITION DES RESULTATS

S'il résulte des comptes de l'exercice, tels qu'ils sont approuvés par l'Assemblée Générale, l'existence d'un bénéfice distribuable tel qu'il est défini par la loi, l'Assemblée Générale décide de l'inscrire à un ou plusieurs postes de réserves dont elle règle l'affectation ou l'emploi, de le reporter à nouveau ou de le distribuer.

Après avoir constaté l'existence de réserves dont elle a la disposition, l'Assemblée Générale peut décider la distribution de sommes prélevées sur ces réserves. Dans ce cas, la décision indique expressément les postes de réserves sur lesquelles les prélèvements sont effectués.

Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

ARTICLE 21 - LIQUIDATION

Hors les cas de dissolution judiciaire prévus par la loi, il y aura dissolution de la Société à l'expiration du terme fixé par les statuts, par décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, ou par décision de l'actionnaire unique. L'assemblée règle le mode de liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs dont elle détermine les pouvoirs et qui exercent leurs fonctions conformément à la loi.

ARTICLE 22 - CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la Société ou de sa liquidation, soit entre les actionnaires soit entre un actionnaire ou un administrateur et la Société relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des dispositions statutaires seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents.

Fait à Paris,
Le 9 juillet 2009
En 4 originaux.



François PEROL